

On ne peut plus envoyer désormais de bêtes aux Etats-Unis pour qu'on finisse de les engraisser au maïs ou aux autres produits de là-bas, et les pâturages de l'Est sont si éloignés qu'il vaut beaucoup mieux les engraisser sur place. Là où l'irrigation existe on peut produire de quoi engraisser ces bêtes de façon à les vendre le plus cher possible. Si ces ouvrages d'irrigation sont d'une importance considérable et qu'on a construit des betteraveries on y trouvera d'excellentes pâtures puisque les produits secondaires, comme la pulpe et les feuilles constituent d'excellents aliments pour le bétail.

Nous savons que quelques cours d'eau prennent leur source aux Etats-Unis et passent par le Canada avant d'y retourner. Le Canada a donc un droit sur une partie de l'eau de ces rivières. On vient de commencer les travaux d'aménagement du réservoir de Spring-Coulée qui nous coûteront 15 millions de dollars et qui sont destinés à conserver notre part des eaux des rivières Saint-Mary et Milk. Il existe encore d'autres projets, celui de la Bow River, par exemple, et le projet William Pierce, auquel le Gouvernement songe à donner suite. En ce moment des négociations sont en cours entre le gouvernement fédéral et les provinces et il est à souhaiter que rien ne vienne retarder le développement de l'irrigation dans cette région. Ces ouvrages auraient un caractère de permanence et seraient une grande source de bienfaits pour cette génération-ci et les générations futures.

Il y a grand intérêt à aider le plus possible l'industrie de l'élevage. Des chiffres recueillis et analysés par la Fédération canadienne des agriculteurs indiquent qu'en 1926 le revenu moyen d'une ferme atteignait 1,020 dollars pour tomber à 352 dollars dans la période allant de 1930 à 1934. De 1935 à 1939 il remontait à 542 dollars pour atteindre son point culminant en 1945, alors qu'il était de 1,370 dollars. Pour l'ensemble de la période allant de 1940 à 1945 la moyenne s'établissait à 1,238 dollars. Ce qui inquiète les cultivateurs, c'est que le prix des denrées qu'ils doivent acheter s'élève sans cesse, ce qui leur fait craindre le désastre. Je propose donc, entre autres choses, que l'on pousse le plus rapidement possible les travaux d'irrigation.

Je ne veux présenter qu'une seule autre proposition, qui, à mon sens, est d'une importance capitale en ce qui concerne l'industrie de l'élevage, dont nous n'entendons pas beaucoup parler ici, mais qui n'en a pas moins une importance considérable. En ce moment il existe un accord entre la Grande-Bretagne et nous aux termes duquel l'Angleterre achètera l'excédent de notre production de viande de bœuf. Cet accord prendra fin dans deux ans. C'est un excellent accord puisqu'il nous assure un mar-

L'hon. M. Gershaw.

ché pour le bœuf préparé qui représente environ 500,000 têtes de bétail par année, alors qu'au grand maximum les Etats-Unis ne nous en achetaient que 193,000 à l'époque où le marché était encore libre. Provisoirement du moins le marché britannique présente certains avantages, d'abord parce qu'il nous prend plus de viande et ensuite parce que la viande préparée que nous écoulons est probablement de qualité inférieure. Mais les éleveurs craignent que, quand le crédit que nous avons ouvert à la Grande-Bretagne sera épuisé, le marché sera fermé. Ils veulent donc, à tout prix, avoir accès au marché américain. Ils craignent que la Grande-Bretagne n'achète son bœuf et son mouton d'autres pays: de l'Argentine, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Ils se rendent compte qu'ils ne peuvent pas rivaliser avec ces pays, où les pâturages se trouvent près du littoral et où il y a de l'herbe toute l'année durant, et qu'en très peu de temps ils seront peut-être laissés en plan, sans débouché profitable.

Chaque fois que les organismes agricoles et les éleveurs de bestiaux se réunissent, ils adoptent des résolutions à ce sujet. C'est important parce qu'ils ne peuvent rivaliser avec ces autres pays, et la Grande-Bretagne achètera vraisemblablement là où elle peut obtenir ce qu'elle veut à bien meilleur compte. Voici ce que disent les éleveurs canadiens de bestiaux:

Des études ont révélé qu'aux termes de l'accord anglo-argentin récemment signé, le Royaume-Uni obtient pour environ 10c. la livre du bœuf d'une qualité équivalant à notre qualité commerciale. L'éleveur ou estanciero de l'Argentine reçoit à peu près \$60 pour chaque bouvillon d'exportation qui pèse 1,100 livres et porte l'étiquette rouge, ce qui équivaut à environ \$5.45 le quintal.

Si les éleveurs canadiens doivent faire face à un tel prix, ils se ruineront. Aussi, je désire signaler que le Gouvernement doit agir de quelque manière, afin de s'assurer que nos bestiaux puissent parvenir sur le marché des Etats-Unis. Si l'on faisait une expédition symbolique pour garder les voies libres, elle serait de quelque utilité. Le marché des Etats-Unis n'est qu'à 500 milles des régions de pâturage, tandis que celui de la Grande-Bretagne est à 6,000 milles; au cours des années passées, Chicago s'est révélé le seul débouché profitable pour notre excédent des bestiaux. Nous avons maintenant au Canada 10 millions de bestiaux et l'excédent est d'environ 2 millions; les éleveurs de bestiaux jugent qu'ils se trouvent dans une situation très dangereuse et veulent qu'on ne néglige rien pour leur conserver un accès à ce débouché profitable.

L'honorable M. HORNER: Voulez-vous parler du marché des Etats-Unis?